



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'OUTRE-MER,
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le Ministre

Le Ministre

SECRETARIAT GENERAL

4 JAN. 2010



Paris, le **28 DEC. 2009**

Monsieur le Secrétaire Général,

Dans son discours du 6 novembre 2009, à la suite du Comité interministériel de l'Outre-mer, le Président de la République a souhaité que les partenaires sociaux soient saisis de la demande de reconnaissance du fait syndical local des régions et départements d'Outre-mer. Cette demande a été exprimée dans l'ensemble des départements et collectivités d'Outre-mer qui ont participé aux consultations conduites dans le cadre des États généraux de l'Outre-Mer.

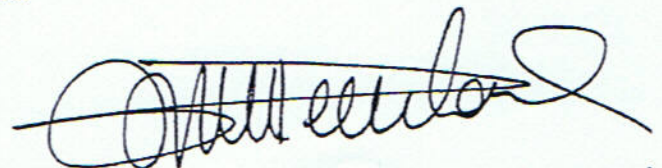
Vous trouverez ci-joint un document d'orientation retraçant la problématique et les questions liées, de notre point de vue, à cette demande de reconnaissance syndicale locale.

Nous souhaitons que vous nous indiquiez d'ici le 31 janvier 2010 si vous avez l'intention, dans le cadre de la loi du 31 janvier 2007 portant modernisation du dialogue social, d'engager des négociations sur tout ou partie de ces questions.

Compte tenu de l'attente que ce sujet suscite dans les départements et collectivités d'Outre-mer, les négociations éventuelles devront être achevées au plus tard le 31 mai 2010.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.


Xavier DARCOS


Marie-Luce PENCHARD

Monsieur Bernard THIBAUT
Secrétaire Général de la Confédération
Générale des Travailleurs (CGT)
263, rue de Paris
93516 - MONTREUIL Cedex

Nos réf. : VD/AMG/D09019415

127, rue de Grenelle - 75007 Paris - Téléphone : 01 44 38 38 38 - Télécopie : 01 44 38 20 10
27, rue Oudinot - 75007 - Paris

DOCUMENT D'ORIENTATION

I | Etat des lieux : le dialogue social dans les DOM

1.1 Les syndicats présents

Les résultats des élections prud'homales de 2008 dans les départements d'outre-mer (résultats en % des suffrages exprimés, toutes sections) démontrent la présence de syndicats qui ne bénéficient pas de la présomption irréfragable de représentativité :

- en Guadeloupe, l'union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG),
- en Guyane, l'union des travailleurs guyanais (UTG).
- en Martinique, la confédération des travailleurs de Martinique (CSTM).

1.2 La réalité de la négociation collective dans les DOM

Si la négociation collective au niveau infranational est importante au niveau des entreprises et au niveau professionnel (au niveau des branches), elle est peu développée au niveau interprofessionnel.

Pour les conventions collectives nationales qui ont négocié au moins une fois un avenant depuis 2005, la moitié sont applicables aux DOM.

1.3 Les règles de droit applicables

La loi du 20 août 2008 organise les règles de la représentativité syndicale et de la négociation collective autour d'un dispositif qui a vocation à asseoir la légitimité des acteurs. La légitimité syndicale est garantie:

- en fondant principalement la représentativité syndicale sur l'audience mesurée par les élections professionnelles,
- en rénovant les critères de validité des accords,

En conséquence, la loi du 20 août 2008 peut entraîner la reconnaissance du fait syndical des régions et départements d'outre mer au niveau de l'entreprise en ouvrant beaucoup plus largement aux syndicats la possibilité de présenter des candidats aux élections professionnelles, leur permettant ainsi d'accéder à la représentativité.

II | Problématique et questions :

Il ressort de ces éléments que la loi du 20 août 2008 ne permet pas la prise en compte du fait syndical au niveau interprofessionnel local. En outre, plusieurs acteurs syndicaux locaux sont absents de l'élaboration d'un nombre significatif de normes conventionnelles interprofessionnelles qui sont applicables aux DOM.

Cette prise en compte ressentie comme insuffisante du fait syndical au niveau interprofessionnel ou au niveau des branches est à l'origine de la demande des participants aux ateliers locaux des états généraux de l'outre mer d'une meilleure reconnaissance du fait syndical et du dialogue social dans les DOM

Comment permettre une meilleure reconnaissance du fait syndical dans les régions et départements d'outre mer ?

Comment garantir la place des acteurs sociaux les plus représentatifs dans le cadre juridique et institutionnel de la négociation collective aux niveaux interprofessionnel ou professionnel, lorsqu'elle couvre le niveau local, et faire en sorte qu'ils soient pleinement les acteurs de la négociation collective, dans le champ territorial qu'ils couvrent ?

- Comment clarifier l'articulation entre les normes conventionnelles négociées au niveau des départements et régions d'outre mer et les normes conventionnelles nationales ?

- Comment reconnaître la capacité à négocier des acteurs les plus représentatifs au niveau interprofessionnel, dans chaque département et région d'outre mer ? A cette fin, comment faire en sorte que les critères de représentativité et les règles de validité des accords issus de la loi du 20/08/2008 puissent être appliqués dans ces champs, notamment à travers la mesure de l'audience ?

- Les espaces de dialogue social existants sont-ils suffisants ? Leur organisation est-elle adaptée pour permettre au dialogue social local de se développer dans les meilleures conditions ?